

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 06/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **OXFORD ST WITZ -M7 FRANCE**

35 avenue Victor Hugo  
B.P. 266  
75116 Paris

Références : UD95 – 2025 - 0623  
Code AIOT : 0006511309

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2025 dans l'établissement OXFORD ST WITZ -M7 FRANCE implanté Rue de la Ferme St Ladre 95470 Saint-Witz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection visait à s'assurer des mesures prises à la suite de l'arrêté de mise en demeure.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OXFORD ST WITZ -M7 FRANCE
- Rue de la Ferme St Ladre 95470 Saint-Witz
- Code AIOT : 0006511309
- Régime : Autorisation

La société Oxford St Witz est un entrepôt multi locataires soumis à Enregistrement.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Installations de combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Amende	2 mois
3	Défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
4	Modification de l'installation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.8.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des mesures ont été prises pour répondre à certaines non-conformités, mais aucune action concrète n'a été entreprise concernant les chaudières de l'installation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 16/06/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, sécurité incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, la société OXFORD M7 implantée sur le territoire de la commune de SAINT-WITZ, rue de la ferme Saint-Ladre, est mise en demeure de disposer, <b>dans un délai de deux mois</b> à compter de la date de notification du présent arrêté, d'un état des stocks disponible en toutes circonstances conformément à l'article 1.4 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté la disponibilité de l'état des stocks pour le locataire Galardi. Celui-ci mentionne clairement les volumes et rubriques associées. Concernant les cellules 1 et 2, celles-ci sont inoccupées. L'exploitant, compte tenu des difficultés rencontrées avec le précédent locataire, a décidé d'inscrire dans le bail ces obligations afin que le prochain locataire s'astreigne à la production d'un état des stocks, a minima, hebdomadaire. L'inspection a invité l'exploitant à faire en sorte que cet état des matières stockées soit maintenu à disposition des services de secours et de l'inspection, soit via la présence d'un de ses employés, soit via une boîte aux lettres placée à l'entrée du site.  <b>L'article 1er de l'arrêté de mise en demeure a été suivi d'effet.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 2 : Installations de combustion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 16/06/2025, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Combustion
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société OXFORD M7 est mise en demeure, <b>dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté</b> , de transmettre un contrôle de l'efficacité énergétique de son installation de combustion, montrant que l'installation est conforme, conformément à l'article 3.9 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté au jour de l'inspection qu'aucun rapport n'était disponible. Nous avons alerté l'exploitant sur l'importance de répondre à cette prescription, alors même qu'elle était sous le coup d'une mise en demeure.  L'exploitant a déclaré qu'un contrôle de l'installation était prévu courant octobre, et que dès sa réalisation, un rapport nous serait transmis. L'inspection a été destinataire d'un rapport en date du 10/10/2025. Celui-ci mentionne qu'un

contrôle de l'efficacité énergétique a été réalisé.

Le rapport fait apparaître que les chaudières sont non conformes, du fait d'un défaut de réglage (excès d'air de 45,1% et 65,4%), et d'un encrassement manifeste des chaudières (température excessive des fumées).

Pour mémoire, le rapport de vérification du 21/06/2021 mentionnait un excès d'air de 34,5% et 47%.

**L'installation est encore une fois jugée non conforme.**

**L'article 2 de l'arrêté de mise en demeure n'a pas été suivi d'effet alors que le délai est échu.**

**Aussi, en application du 4° du II. de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'Inspection propose à Monsieur le Préfet du Val d'Oise d'imposer une amende d'un montant de 2 500 euros à l'exploitant.**

Le montant de cette amende est proposé sur la base du coût approximatif de l'entretien d'une chaudière.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende

**Proposition de délais :** 2 mois

### N° 3 : Défense incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12

**Thème(s) :** Risques accidentels, détection automatique d'incendie

#### **Prescription contrôlée :**

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

#### **Constats :**

L'inspection a procédé à une visite du site par sondage en commençant par le local chaudière. A notre arrivée, le tableau de contrôle du système de détection incendie sonnait : l'écran de celui-ci mentionnait qu'un déclenchement avait eu lieu 13 jours avant dans les bâtiments 3 et 2. Ce déclenchement d'alarme semble avoir été découvert à la faveur de l'inspection.

L'inspection a questionné l'exploitant sur le dispositif d'alerte et le fait que cette alarme puisse sonner sans alerter qui que ce soit. Nous avons par ailleurs noté que le tableau de contrôle affichait l'alarme comme étant hors service. L'exploitant a déclaré faire le nécessaire

immédiatement. Les travaux en cours dans les cellules 1 et 2 ne peuvent justifier l'absence totale d'alerte à l'exploitant ou au locataire de la cellule 3.

**Non-conformité 1** : contrairement à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, l'exploitant ne dispose pas d'une détection automatique d'incendie avec transmission en tout temps de l'alarme à l'exploitant. L'exploitant déterminera l'origine du déclenchement de ces alarmes, les raisons de l'absence de remontée d'information ainsi que de la mise hors service de l'alarme incendie.

**L'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Val d'Oise, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de régulariser, dans un délai de 15 jours, sa situation sur ce point.**

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais** : 15 jours

#### N° 4 : Modification de l'installation

**Référence réglementaire** : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.8.2.

**Thème(s)** : Situation administrative, Travaux en cours

**Prescription contrôlée :**

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration en application de l'article R. 512-54.

**Constats :**

L'inspection a constaté que des travaux étaient en cours. Une visite du site, par sondage, a été réalisée. Il a été constaté que :

- plus aucun rack n'étaient présents dans la cellule 1.
- entre la cellule 1 et la limite de propriété, il n'y a plus de circulation possible car la zone est obstruée par des algecos.
- à l'intérieur de la cellule 1 l'inspection a constaté la présence de nombreuses palettes de parpaing et d'une palette de ciment.

Nous avons interrogé l'exploitant afin de savoir quelle construction justifiait autant de parpaing.

L'exploitante a expliqué vouloir réaliser des cloisons au sein des cellules. L'inspection l'a alertée sur le fait qu'une information préalable du Préfet aurait dû être réalisée par le dépôt d'un porter à connaissance intégrant notamment la démonstration de l'adéquation du système de désenfumage ou d'extinction avec la future disposition des lieux et des produits stockés.

L'exploitant s'est engagé à nous fournir les éléments d'appréciation de ces modifications.

**Non-conformité 2** : contrairement à l'article 1.8.2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant n'a pas préalablement porté à la connaissance du préfet les changements notables des éléments du dossier. L'exploitant présentera un porter à connaissance dans le délai imparti mentionnant les éléments d'appréciation de la défense incendie, et les observations éventuelles du SDIS concernant les algecos présents sur site.

<b>L'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Val d'Oise, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de régulariser, dans un délai d'un mois, sa situation sur ce point.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois